

## PREFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES  
ET EUROPEENNES  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Claire-Lise SOUVIGNET :  
Téléphone 04.77.48.45.25 :  
Courriel : claire-lise.souvignet@loire.pref.gouv.fr

Le Préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Dossier n° : 80/4765

### **Arrêté n°2008/1111 imposant des mesures d'urgence de nettoyage et d'élimination des déchets**

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles L 512-3 et L 512-7 ;

**VU** l'arrêté préfectoral modifié du 27 juillet 1987 réglementant les activités exercées par la **Société VITALE RECYCLAGE** sur le territoire de la commune de SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres ;

**VU** le récépissé de déclaration du 27 juillet 2006, délivré à la société VITALE RECYCLAGE pour des activités de broyage et le stockage de bois au titre des rubriques 2260.2 et 1530.2 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

**VU** le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 1er septembre 2008, établi suite au sinistre survenu le 22 août 2008 dans l'enceinte des établissements susvisés ;

**CONSIDERANT** que l'incendie du 22 août 2008 a laissé sur le site une quantité importante de déchets pouvant contenir des substances nocives susceptibles d'atteindre la nappe phréatique ;

**CONSIDERANT** que le sinistre susmentionné et ses conséquences peuvent porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé ;

**CONSIDERANT** que dans ces conditions il apparaît nécessaire de prescrire une remise en état du site en vue de protéger les intérêts susnommés ;

**CONSIDERANT** l'urgence présentée par la situation ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

### **ARRETE**

**Article 1 :** la société VITALE RECYCLAGE est tenue de procéder au nettoyage et à l'élimination des déchets présents sur le site résultant de l'incendie dans un délai de 2 mois.

L'exploitant justifiera d'un programme d'élimination **sous 8 jours.**

**Article 2 :** Les travaux et études nécessaires pour satisfaire aux dispositions de l'article ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

**Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**Article 4 :** En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**Article 5 :** M Sous-Préfecture de MONTBRISON, M. le Maire de SAINT-CYPRIEN et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

- 3 SEP. 2008

Pour la Préfecture  
Le Préfet délégué  
Le Sous-Préfet délégué  
[Signature]